Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines

De la violence ou comment s'en débarrasser ?

À propos du séquestre d'un autobus à Rio de Janeiro

On Violence and How to Get Rid of It ? Concerning the Sequestration of a Bus in Rio de Janeiro

Marc-Henri Piault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2092>

DOI : 10.4000/jda.2092

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 139-173

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marc-Henri Piault, « De la violence ou comment s'en débarrasser ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2092> ; DOI : 10.4000/jda.2092

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Journal des anthropologues

De la violence ou comment s'en débarrasser ?

À propos du séquestre d'un autobus à Rio de Janeiro

On Violence and How to Get Rid of It ? Concerning the Sequestration of a Bus in Rio de Janeiro

Marc-Henri Piault

De la violence aux situations de violence

- 1 Les désignations et les circonstances conduisant à identifier et à qualifier des événements et des actes comme « violents », sont extrêmement diverses : elles dépendent en particulier des structures, des institutions et des valeurs propres à chaque culture, des conceptions à l'œuvre de la personne, des frontières identitaires et des modalités de construction et de maintien des appartenances. A l'intérieur d'une formation sociale spécifique, ces désignations variables ne sont pas non plus, comme on le dit souvent, le seul résultat de taux variables de violence.
- 2 S'il fallait tout comparer quantitativement, il faudrait alors considérer au long de durées significatives les variations internes des situations et des événements différents de la vie sociale, économique et politique des différentes sociétés concernées. Un exemple : pour mettre en rapport l'Amérique du Sud avec l'Europe il faudrait, quitte à trouver des pondérations éventuelles, travailler sur des périodes incluant au moins l'une des deux guerres mondiales : plus de dix-huit millions de morts pour les quatre années de la première guerre mondiale, plus de trente-cinq millions de morts en Europe pendant les cinq années de la seconde guerre mondiale... Il conviendrait également de définir les frontières d'identification qui permettraient de mettre en relation les faits de violence avec les lieux même de sa responsabilité. Dans ce sens, un exemple à nouveau : prendra-t-on en considération, pour des statistiques concernant la France, les meurtres perpétrés par des ressortissants français en Algérie pendant la guerre d'indépendance de ce pays ?

- 3 Pourrait-on distinguer une violence légitime d'une autre qui ne le serait pas, en dehors de définitions strictement juridico-politiques et spécifiques ? Y aurait-il une nature différente pour classer différemment la violence liée à des actes considérés comme meurtres « criminels », de celle manifestée par ceux dont la justification civile et pénale est en principe avérée ici ou là ? Cette justification elle-même n'est-elle pas susceptible de varier à l'intérieur d'une même société : les appréciations légales de la violence physique et de sa légitimité ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'au XIX^e siècle. Un enseignant ne peut plus frapper un élève comme cela paraissait « normal » dans les écoles jusqu'à la seconde guerre mondiale et il fut un temps – pas si éloigné – où un mari pouvait revendiquer le droit de corriger son épouse...
- 4 Sans doute pourrait-on s'entendre sur quelques qualifications qui auraient une relative universalité mais comment établir différence ou équivalence entre un mort victime d'une « balle perdue » au cours d'un affrontement entre bandes rivales à Rio de Janeiro, l'enfant issu d'un viol et qu'une mère tente de faire disparaître à sa naissance, l'amant abattu par un mari outragé, le passant écrasé par un chauffard ivre, la femme « adultère » et lynchée par une foule entraînée par une passion dite « religieuse », le soi-disant « traître » à une cause et dont ses prétendus compagnons se débarrassent la nuit au coin d'un bois...?
- 5 Faudrait-il prendre en compte la nature et l'importance des condamnations, estimer les différences entre les systèmes judiciaires et l'éthique qui les guide ? Peut-on se contenter des définitions juridiques de la violence, sachant que les définitions et les institutions judiciaires ne sont pas universellement comparables. Leurs fondements comme leurs liaisons avec les autres institutions sociales, économiques, religieuses et politiques sont aussi différents qu'il y a de cultures et de formes sociales et leurs représentations et leurs usages varient autant qu'il y a de conceptions de l'être humain, qu'il y a de définitions de la personne.
- 6 Comment également établir des échelles de violence, distinguant le meurtre d'autres atteintes définitives à la personne comme le viol, la destruction de l'intégrité physique, les destructions morales et intellectuelles, les persécutions surnaturelles, journalières qui lient les personnes dans d'innombrables enfers quotidiens, les contraintes extrêmes de l'économie et du travail, l'ignominie de la torture, les déchéances irrémédiables, les ségrégations mortelles, les formes différentes de l'esclavage, l'oppression de genre et toutes les formes de l'humiliation, les exclusions suicidaires, enfin toutes ces situations où l'être humain est nié en tant que tel par d'autres êtres humains qui s'arrogent ce droit d'identification de l'autre soumis souvent sans recours à des volontés mégalomaniaques, perverses et, de mon point de vue, criminelles ?
- 7 Comment circonscrire et nommer ces situations où le dominé lui-même assume des catégories lui paraissant naturalisées et qui lui retirent l'autonomie d'une personne bénéficiant, au moins a priori, de tous les droits définis comme appartenant aux êtres humains de sa propre société ? On sait le nombre de cas où l'esclave, la femme battue, l'enfant abusé semblent défendre leur état et ceux qui en sont responsables : l'exigence anthropologique du recours au point de vue émique pour contrôler, circonscrire et compléter sinon configurer sa propre description, devient alors pour le moins délicate à exercer puisqu'elle s'affronte à des débats sur la légitimité, l'autonomie, la représentativité ou l'aliénation de tels discours.
- 8 On pourrait longtemps mettre en cause l'identification de ce que serait « la » violence tout simplement parce que les sociétés, leurs cultures et les personnes en leur sein

diffèrent dans l'appréciation, la qualification et l'ordonnancement des choses et des valeurs qui leurs sont accordées. Comme le remarquent fortement Luis Eduardo Soares et Leandro Piquet Carneiro dans un article introduisant à une enquête sur la violence à Rio de Janeiro, les différences d'opinion à propos de la violence et de son traitement *« pourraient exprimer plus que des discordances quant au diagnostique et à la thérapie relatifs à la violence ; [...] il est plausible de supposer que les divergences... dénotent l'existence de compréhensions opposées sur ce que serait "violence" ou "crime"... »* (1996 : 24).

- 9 On défendra cependant la possibilité d'universalisations conceptuelles, éthiques dont, par ailleurs, les différentes déclarations des droits de l'être humain, identifié sous différentes formes, devraient aider à admettre l'évidence sinon la nécessité. En réalité il paraît difficile de trouver une instance qui imposerait une définition intemporelle et sans limite de ce qu'est un être humain : les débats sur l'avortement, les considérations et les appréciations variables sur l'état de « mort légale », les perspectives ouvertes par les possibilités de clonage montrent le peu d'évidence en la matière. Oui, nous conviendrons de l'universalité de sentiments de douleur, de prises en considération de ce qui serait de la violence comme rupture de normes – relatives – régissant les conduites interpersonnelles et sociales, de l'existence de désirs, de répulsions et de sentiments mais dans des circonstances différentes, au cours d'événements différents, à propos d'actions différentes dont les effets sont soumis à des appréciations variables et dans l'ordre de relations spécifiques. Tout au plus pourrions-nous accepter l'universalité d'une définition de la violence comme ce qui identifierait toute action accomplie directement ou indirectement à l'encontre d'une personne ou d'un ensemble de personnes contre la volonté de celles-ci.
- 10 Une telle définition, si générale soit-elle, risque pourtant de paraître insuffisante à ceux dont la conception des droits de l'homme, soupçonnant certaines situations et certaines acceptations d'être le fruit de manipulations ou de conditionnements sociaux, pensent être autorisés à défendre ceux qu'ils pourraient alors qualifier de « victimes malgré elles ». En ce qui me concerne je n'accepterais pas un point de vue juridique qui, d'une manière ou d'une autre, mettrait hors de considération toute action qui serait légitimée comme fruit d'un usage légal de la force. C'est justement l'universalité d'un tel usage qui est en question pour nous et l'on ne peut donc en excepter l'analyse. On sait assez l'instabilité des positions relatives à la question de la peine de mort dans les différents systèmes judiciaires. Elles expriment bien la variabilité et la fragilité des définitions de ce qui serait ou non, légalement parlant, de l'ordre de l'acceptable, de l'ordre ou non de la violence contre une idée de l'humain.
- 11 La restriction de la violence à ses expressions physiques ne simplifierait pas la question et ne supprimerait pas les ambiguïtés ou les projections interprétatives.
- 12 Il devient donc parfaitement urgent, non plus de considérer « la » violence mais de déterminer ici ou là quelles sont les situations qui, au moins pour leurs protagonistes, sont considérées comme violentes, comme porteuses de risques identifiables ? Par la suite et avec des exemples différenciés et approchés de façons comparables, peut-être serait-il possible d'identifier les facteurs les plus universellement reconnus comme constitutifs de situations de violence et de questionner les différences, les écarts d'une société à l'autre.
- 13 Je me placerais ainsi dans une perspective proche de celle de Richard Rorty proposant *« une éthique sans obligation universelle... En considérant toutes choses comme purement et simplement relationnelles les pragmatistes cherchent à se débarrasser du contraste entre réalité et apparence... »* et la question essentielle serait alors : *« nos manières de décrire les choses ou*

d'établir entre ces choses et les autres des relations qui nous permettraient d'avoir de meilleurs rapports avec elles en les utilisant au mieux de nos besoins, ces manières sont-elles aussi bonnes que possibles ? Peut-on rendre le futur meilleur que le présent ? » (1995 : 97-101).

- 14 Dans une phase initiale pour l'établissement d'un champ d'observation et la mise en place de procédures d'identification des protagonistes d'une situation, ceci conduit à considérer comme déterminations premières les discours autochtones, les identifications émiqes de l'espace des comportements et des appréciations. Cela peut permettre d'identifier des espaces parfaitement communs où les interprétations, sans nécessairement concorder entièrement, construisent à partir d'un lieu au moins considéré comme lieu d'expériences partagées et où les principaux constituants se reconnaissent réciproquement dans une situation alors définissable par ce minimum de perceptions croisées. Il peut également arriver que les acteurs d'un même événement soient engagés dans des dynamiques assez différentes pour situer les circonstances sur des plans différents et identifiables de manières totalement hétérogènes, tant en termes circonstanciels qu'au niveau des qualifications et des interprétations possibles.
- 15 A partir de ces considérations, nous allons examiner un événement et certaines de ses conséquences, lieu d'interrogations sur différentes interprétations et constructions faites, sur les significations et identifications possibles pour des protagonistes dont il s'agit de repérer les motivations et les intentions performatives. A la suite de ces confrontations, nous pourrions peut-être identifier l'adéquation des intentions et des actes pour chacun des acteurs concernés et suggérer pour l'ensemble une dynamique situationnelle.
- 16 Phénomène social total sans doute, l'événement arrivé en juin 2000 à Rio de Janeiro et connu comme « le séquestre de l'autobus 174 », est le point de départ de notre investigation sur le rôle, les intentions et les réalisations plus ou moins convergentes de certains acteurs. Ce sera l'occasion pour nous de reconsidérer ce concept de « violence » et de tenter d'en trouver sinon des mesures locales, tout au moins certaines de ces circonstances spécifiques.

L'événement

- 17 Rio de Janeiro, 12 juin 2000, 14 h 20, dans un autobus de la ligne 174 qui va de la gare Centrale à Gavea, dans la *zona sul*¹. Un homme armé, monte dans l'autobus à un arrêt situé près d'un hôpital du riche quartier Jardim Botânico. Il est grand, apparemment jeune, noir et extrêmement excité, « visiblement drogué » diront les journaux, l'un des passagers dira même : « l'individu paraissait possédé » (William de Moura, *O Globo*, 13/06/00 : 1). Une patrouille de police, immédiatement alertée par un passant, arrête l'autobus devant l'un des parcs élégants du quartier, le Parque Lage : cette intervention rapide montre bien la surveillance active de ces lieux.
- 18 Un sergent de la police pénètre dans l'autobus. Dans l'immédiate confusion, le contrôleur sort par la porte arrière, le chauffeur saute par la fenêtre et deux passagers réussissent à s'enfuir. L'assaillant se saisit d'une personne âgée de 75 ans et s'en sert comme bouclier : il menace de tuer tout le monde si les policiers tentent d'envahir le véhicule. Le policier descend de l'autobus où dix ou onze personnes, selon les témoignages du moment, restent prisonnières. Quelques-unes sont peu à peu libérées par l'homme qui réclame deux grenades, un fusil, deux pistolets et la somme de mille *reais* (à l'époque environ six cent dix euro). Il demande également un chauffeur pour conduire l'autobus. Un peu plus tard il

demande à un jeune passager de l'autobus de mettre en route le véhicule mais celui-ci s'en déclare incapable. L'assaillant interroge le garçon, découvre qu'il est étudiant et, respectueux d'une nécessaire éducation pour la jeunesse, le laisse partir pour qu'il ne soit pas en retard à l'université !

- 19 Pendant quatre heures et demie, le véhicule restera là, entouré par une foule de badauds et de journalistes, filmé par plusieurs chaînes de télévision diffusant en direct toute l'action.
- 20 Les différents groupes de police (une centaine d'hommes de la police militaire², le *Bope*, et la police civile) dégagent au bout d'un certain temps un espace au-delà duquel la foule se presse. Une négociation s'engage avec le chef du bataillon de la police militaire en poste dans la quartier voisin de Leblon, le colonel Luiz Soares de Oliveira. Elle va se poursuivre avec un autre policier, spécialiste de ce genre de situation. Ce dernier, lieutenant-colonel du *Bope*, José Penteado, s'approche des fenêtres latérales de l'autobus et continue les pourparlers avec l'assaillant qui n'est pas identifié par la police et répond seulement au nom de Sergio.

Mise en scène pour une mort annoncée

- 21 L'homme circule sans cesse de l'avant à l'arrière de l'autobus. Il enroule autour de sa tête un foulard qui le masque presque entièrement. Après avoir tiré à travers la vitre de l'autobus pour empêcher des policiers d'avancer, il menace, si ses demandes ne sont pas satisfaites, de tuer ses otages, un à un, à partir de 18 heures et de se tuer avec la dernière balle. Pendant plus d'une heure il se protège en traînant avec lui une jeune fille de vingt-trois ans qu'il bouscule d'un bout à l'autre du véhicule. Il l'oblige à plusieurs reprises à écrire pour lui des messages sur la vitre de l'autobus : « que soit faite la volonté du diable », « il va tuer tout le monde à 16 heures », « Ils ont arraché la tête de sa mère », « CV » (initiales d'un groupe de trafiquants cariocas, le *Comando Vermelho*). Son otage serré contre lui, Sergio se penche parfois à l'une des fenêtres entrouverte de l'autobus. Son foulard-masque se défait souvent mais il ne paraît guère se soucier d'avoir le visage parfois découvert.
- 22 Pour faciliter les discussions, le négociateur de la police lance par la fenêtre ouverte de l'autobus un téléphone portable que Sergio rejette. A 17 h 40, il entoure d'un linge la tête de la jeune fille qu'il traînait, Janaina Lopes Neves, et tire sur elle. L'homme menace alors les policiers : « l'une est morte, une autre va mourir... » et il se saisit d'une autre jeune femme, Geisa Firma Gonçalves, mettant le canon de son revolver dans sa bouche. Pendant près d'une heure encore il va d'une extrémité à l'autre de l'autobus, tirant par les cheveux et bousculant la jeune femme. On s'apercevra après que la première jeune fille est toujours vivante : il s'agissait d'un simulacre et l'homme, délibérément, avait tiré à côté de la tête de la jeune fille, demandant même la complicité des otages pour accréditer l'idée du meurtre. Cette « mise en scène » à laquelle se plient tous les acteurs de l'événement, n'en sera pas l'un des moindres aspects.
- 23 On ne pourra pas, par la suite, ignorer l'intention de l'assaillant à ce stade de son action. Il organise un spectacle avec la complicité relative de ceux qui, de l'extérieur, n'apparaissent que comme ses victimes. Il s'agit de rendre crédible ce qui, pour l'acteur principal lui-même ne doit pas l'être vraiment : la violence des menaces, l'enjeu de vie et de mort dont il est l'énonciateur ou l'annonceur alors que l'ensemble de ses

comportements signifie autre chose, renvoie à autre chose. Il y a, bien établie ainsi, une distance entre crédible et réel et c'est là que se situe l'enjeu de toute fictionnalisation. Les propos rapportés par la presse mettent sur la voie de ce jeu de la représentation, même si la virulence des déclarations est parfois mise sur le compte de la drogue. Il dit : « Vous pouvez filmer, photographier, pour le monde entier... » (*O Globo*, 13/06/00 : 21) ; il prétend également s'être échappé d'un commissariat et être sous le coup d'une condamnation à seize années de prison (*idem*). Ces assertions visent à accréditer le sérieux de ses menaces en faisant de lui un *desesperado* prêt à tout.

- 24 Des policiers du *Bope* courent autour du bus, une attaque paraît imminente. Sergio n'utilise pas son pistolet mais se saisit d'un extincteur et l'actionne contre les assaillants qui reculent. Une demi-heure plus tard un otage est libéré, ce sera le dernier avant l'issue du séquestre.
- 25 Vers 19 heures, Sergio sort soudain du bus par la porte avant, serrant Geisa contre lui pour se protéger. Un policier surgit, tire dans le dos de l'homme, on entend plusieurs coups de feu, la jeune femme s'effondre. Les policiers se précipitent sur Sergio et l'enfoncent dans un panier-à-salade qui file vers l'hôpital Souza Aguiar. Un policier emporte dans ses bras la jeune femme vers une ambulance : elle est déjà morte. Lorsque la voiture de police arrive à Souza Aguiar, les médecins constatent que Sergio est mort... L'exorcisme-simulacre de mort tenté par Sergio n'a pas fonctionné convenablement : victimes et meurtriers ne sont pas ceux qu'énonçait la spectacularisation.

Police : une action inadaptée

- 26 Que s'est-il donc passé ? Dans ces instants dramatiques et confus, les observateurs professionnels, commentateurs de télévision et de radio, donnent l'impression que la jeune femme a été abattue par Sergio sauvé de la colère de la foule prête à le lyncher par l'action rapide de la police. Très vite une autre évidence apparaît. Geisa aurait reçu quatre coups de feu, l'un provenant de la mitraillette d'un policier, deux autres provenant d'un revolver de calibre 38 et un quatrième tir apparemment mal identifié. Par ailleurs qu'est-il advenu à Sergio, bien vivant en entrant dans la voiture de police – il marchait et criait – et qui en est sorti mort ? On apprendra que les médecins de l'hôpital ont établi un constat d'étouffement et noté la présence sur le corps de la victime de « lésions violentes ». Il n'y aurait eu aucune perforation par balle : Sergio n'a donc pas été blessé au moment de l'arrestation.
- 27 Les policiers auraient donc tué l'homme pendant le transport. Un médecin légiste de l'université d'État de Rio, Nelson Massini, suspecte l'action de la police et met en doute l'entraînement des policiers mal préparés à apprécier la situation et en particulier à en juger des conditions psychologiques. Selon lui l'assaillant était prêt à se rendre : « *une personne qui simule une exécution est parfaitement consciente. Elle ne va tuer personne. Elle savait qu'il n'y avait pas d'issue* » (*Jornal do Brasil*, 13/06/00 : 18).
- 28 Tout ceci n'aurait pu être qu'un spectacle haletant suivi par toute une ville. Séquestre, meurtre et justice en direct en quelque sorte. Après les secondes foudroyantes de l'issue fatale, après un message de félicitations envoyé par le gouverneur de l'État de Rio à la police « La police a agi avec prudence pour éviter une tragédie... », après la sortie défaillante des autres otages, l'affaire aurait pu être un film-choc de suspense et de

violence où malgré la présence dramatique mais nécessaire de la mort, la justice et l'ordre auraient finalement triomphé.

- 29 Pourquoi donc, malgré les premières paroles de soulagement sinon de victoire, le calme ne peut-il revenir dans les esprits, pourquoi le message de félicitation a-t-il très vite été remplacé par des manifestations de déception et de désapprobation officielles ? Ces autorités dont pendant la durée du séquestre personne n'avait entendu la moindre parole, ont très vite marqué leur perplexité devant ce qui devenait alors un ensemble de manœuvres confuses, difficilement explicables et où l'adéquation à la situation de la part de la police va être formellement mise en doute. Cette inadaptation policière remettant apparemment en cause la nature de son rôle, va déclencher des réactions évolutives dont nous allons essayer de montrer les jeux et les enjeux.
- 30 Peut-être également l'importance de ces réactions serait-elle liée à la complexité d'une situation emphatisée par une spectacularisation exemplaire. La diversité et la simultanéité des interprétations possibles selon différents secteurs de la société ne pourront s'exprimer qu'au niveau indifférencié d'une émotion d'autant plus forte qu'elle recouvre des sentiments variés et souvent contradictoires. C'est cette émotion que tenteront d'orienter les différentes entités gérantes et promotrices de l'intervention sociale « citoyenne » qui suivra le séquestre.

Ce n'est pas un film... c'est une tragédie

- 31 Dès le lendemain le *Jornal do Brasil* (13/06/00) titre : « Incompétence et mort. Quatre heures de terreur ; deux morts et des doutes. » Le journal *O Globo* (13/06/00) de son côté affiche : « Une erreur fatale. La police mène une action désastreuse et une jeune fille meurt, atteinte de cinq coups de feu ». Le président de la République, Fernando Henrique Cardoso déclare, assez prudemment cependant : « Nous venons d'assister, tous épouvantés... à une violence absolument inacceptable et nous demeurons jusqu'à un certain point attristés de ne pas avoir vu une action plus rapide qui eut été capable d'éviter le dénouement fatal pour une jeune fille absolument innocente ». Le gouverneur Anthony Garotinho, revenant sur ses appréciations initiales, exprime discrètement son insatisfaction : « Je confesse que la fin ne m'a pas convenu ». Après les éditions du 13 juin, relativement circonspectes sur les circonstances de l'affaire, les journaux du 14 juin deviennent accusateurs. Le *Jornal do Brasil* du 14 juin 2000, sera très explicite : « Quelle est cette police ? PM (la police militaire) a provoqué la mort d'un otage et a assassiné le bandit ».
- 32 Cependant les réactions de la société civile paraissent rapidement plus vives : ce n'est pourtant pas la première fois que la police est critiquée et que la résolution d'un incident subit les conséquences d'erreurs et de comportement inadaptés et brutaux ? On a même l'impression qu'il s'agit d'un rôle définitivement attribué aux polices du Brésil qui sont constamment appelées au secours contre toutes les violences et simultanément accusées d'en être une des sources les plus importantes.
- 33 Le ton change car, au-delà du déroulement même des événements, après la dramatisation narrative des émissions de télévision « sur le vif », les principaux acteurs sont dévoilés, identifiés. Ils sortent de leur qualification événementielle d'otage ou de bandit pour devenir des personnages marqués par un destin. Le *Jornal do Brasil* élève le ton et le drame devient une tragédie : « La victime et le bourreau ont la même fin ». On apprend aussi que

quelque chose rapproche la jeune femme et le « bandit » : l'un et l'autre, nous dit-on, étaient en quête d'une famille. La jeune femme tuée par le tir de la police était une sorte d'assistante sociale volontaire qui, dans la *favela* où elle habitait – Rocinha – enseignait gratuitement l'artisanat aux enfants pauvres « pour qu'ils ne deviennent pas des marginaux » (*id.*, 14/06/00, 2^e ed. : 23). D'une certaine façon elle tentait d'apporter une réponse à la situation qui aurait conduit le « bandit » à ce qu'il était devenu. Depuis un an habitante de ce quartier déshérité avec son mari, elle aurait été enceinte, approchant ainsi de son « rêve d'être une mère » (*id.*).

- 34 De son côté le « bandit », le « marginal », le « séquestreur » changeait de nom – il s'appelle Sandro Nascimento – et l'on s'apercevait qu'il était l'un des survivants d'un massacre d'enfants de rues, perpétré en 1993 par des policiers appelés par des commerçants qui prétendaient être harcelés et volés sans cesse par les gamins. Deux de ses anciens camarades de l'époque l'ont reconnu. L'un d'eux est cité dans la presse seulement avec des initiales (il vit encore à Rio), et si l'on donne le nom de l'autre c'est en disant aussitôt qu'il n'habite plus au Brésil. Craindrait-on quelque chose pour ces témoins ?³
- 35 Lors du massacre, perpétré devant l'ancienne cathédrale de Rio, l'église de la Candelaria, un groupe d'enfants dormait devant l'église : huit d'entre eux furent tués. Il semblerait qu'au cours des années un certain nombre de survivants aient été, l'un après l'autre, victimes « d'accidents »... Ainsi donc le dangereux « bandit » s'avérerait lui aussi une victime, adolescent attardé, survivant en perdition d'un massacre épouvantable, subsistant difficilement au moyens de larcins et d'expédients divers et très probablement consommateur de drogue. Son enfance même n'aurait été qu'une quête incertaine de sa famille : « Le séquestreur Sandro de Nascimento a passé vingt ans en quête de sa famille » (*id.*). Dans la rue depuis l'âge de sept ans, à vingt ans seulement il aurait rencontré sa mère, par hasard, dans la *favela* de Nova Holanda où tous les deux habitaient l'un près de l'autre sans le savoir⁴.
- 36 Agent de sa propre histoire, Sandro n'est plus le support anonyme d'un « rôle » identifié dans le paysage urbain, celui d'un ex « enfant des rues » dont l'état est reconnu – sans doute avec regret – mais à propos duquel il n'y aurait pas besoin d'autre identification. Il échappe à cet anonymat sociologique : en quête d'une famille, il n'accepte pas le manque douloureux qui l'aurait fait coïncider avec cette identité d'enfant des rues. Agissant à l'intérieur de ses déterminations propres, si aliénantes soient-elles, c'est tout simplement un être humain dont l'identification et les droits comparatifs se situent et questionnent un ensemble social donné.

Du fait divers à la douleur confuse de l'histoire

- 37 Les victimes ne sont donc pas seulement les protagonistes d'un simple fait-divers sans résonance autre que celle des violences que l'on pourrait qualifier d'ordinaires de la vie urbaine, désolantes sans doute mais ne mettant pas vraiment en question l'organisation de la société : au contraire leur identification va renvoyer à l'histoire récente de la ville et mettre en évidence la complexité de rapports sociaux dont les acteurs ne parviennent pas toujours à maîtriser les articulations et dont la dynamique échappe tant aux analyses qu'aux bonnes intentions qui ne cessent de s'exprimer à son sujet.
- 38 Les personnalités des deux héros principaux ont frappé l'attention et, malgré le sentiment général de réprobation sinon d'horreur provoqué par le fait même du

séquestre et surtout par le caractère excessif, désordonné des comportements apparents de Sandro, les réactions des différents témoins, assistants directs, parents, téléspectateurs, concernent plus l'inadéquation de l'action de la police que sa brutalité. Il y a le sentiment d'une erreur fatale, source de réflexions confuses concernant l'ensemble de la société, la définition de ses marges et de ses composantes. D'une manière sans doute peu claire apparaîtrait la question des responsabilités sociales et politiques, établissant un lien entre l'exclusion, les frustrations et des manifestations de violence. Pour une fois on ne considérerait plus seulement le caractère immédiatement et visiblement inadmissible de ses effets mais également les raisons de ce qui pouvait conduire à une défaillance sinon une rébellion morale et sociale qu'il faudrait contextualiser. Lorsque l'on condamne une faute, c'est qu'est évidente l'homogénéité d'un système de valeur, si l'on reconnaît une révolte, la relativité des ordres de jugement apparaît et en conséquence leur légitimité est en question.

- 39 La conjonction d'une action de la police inappropriée, du dévoilement de destins tragiques s'achevant dans la rue, dans un quartier respectable, de la spectacularisation médiatique intense captivant, au sens fort, des millions de personnes en pleine journée de travail, de l'absence visible (si l'on peut oser l'expression) des institutions publiques et du personnel politique pendant toute la « représentation », de l'échec brouillon d'une opération dont les erreurs sont complaisamment énoncées au point d'éclipser ce qui malgré tout aurait pu être considéré comme essentiel, le sauvetage des dix autres otages, tout cela conduit à un intense sentiment de malaise. Singulièrement ce malaise est mis parfois sur le compte du « voyeurisme » quasi obligatoire d'une société assistant sans le vouloir mais sans pouvoir s'en détacher à une mise en question radicale mais non explicite de son ordre théorique. La société est en effet devenue le témoin collectif non plus de ce qui aurait pu être un excès policier, généralement condamné mais souvent supporté sinon expliqué, mais au contraire d'une défaillance quasi complète de l'instrument essentiel de sa protection et donc de sa certitude identitaire et de son appartenance à une forme reconnue de société « démocratique ».
- 40 En effet la police est en principe l'instrument de l'État le plus légitimement susceptible d'avoir recours à la force. Ce sont les conditions de cet usage qui vont définir la forme prise par l'État et sa relation avec la nation, avec le peuple. En tant qu'instrument de contrôle, la police peut exercer son office sur le plan politique, dans le domaine social et contre la criminalité. Son usage relatif dans ces trois secteurs identifie l'État⁵ et il est certain qu'au Brésil cet usage a été expérimenté dans des proportions variables, l'expérience relativement récente de la dictature montrant bien les dérives politiques et sociales possibles de l'instrumentation du contrôle. Sans doute une préoccupation essentiellement tournée vers la répression de la criminalité sous le contrôle de l'État est le signe d'un état de droit de forme démocratique, l'action répressive de la police est alors considérée comme un usage de la force et non comme un exercice de la violence⁶. En l'occurrence, dans cette affaire de l'autobus 174, nous nous trouvons dans une situation dont le caractère flou masquerait regrettablement la légitimité d'une telle distinction.

De la confusion des rôles à l'autonomie de la personne

- 41 A cause de l'issue fatale du séquestre, les frontières souvent arbitraires mais reconnaissables entre bien et mal s'étaient évanouies dans l'union mortelle et contre nature de deux malheurs contradictoires, celui de Geisa, la citoyenne exemplaire, et de

Sandro, le bandit désespéré. L'un et l'autre paraissent un reproche insupportable à une bonne conscience citoyenne. Cela va entraîner une série de réactions de la société civile, interpellée au cœur de son ordre moral et dans le cadre prospère de sa respectabilité sociale et économique.

- 42 La police semble d'abord responsabilisée pour l'établissement d'une situation traumatisante pour tous car elle met chacun dans l'impossibilité d'établir une position, de formuler un jugement ou même de paraître indifférent. Le spectacle de la tragédie était un appel à la conscience de tous et de chacun. Le dénouement tumultueux, au-delà de l'horreur immédiate, laisse dans une incertitude profonde, avec un doute insupportable sur la nature des événements, sur le sens des différentes actions. Le passage d'une action légitime et attendue des forces de l'ordre à un dérèglement instrumental faisant de la violence policière une violence incontrôlée, sera le facteur d'une angoisse propice à l'émotion. Le caractère de répression sociale de l'action policière est activé par la référence faite au massacre de la Candelaria auquel aurait échappé Sandro. Il va immédiatement marquer les questionnements sur son rôle pendant le séquestre et lors de son dénouement tragique.
- 43 Le témoignage de l'un des otages rend bien compte de cette confusion des rôles responsable d'une perte, au moins momentanée, des repères éthiques, politiques et sociaux. Jeune étudiante à l'université catholique de Rio de Janeiro, la PUC, Luana Guimaraes Belmont déclare, en parlant de Sandro : « *Il était mort socialement et il le savait. C'était un enfant des rues et il disait qu'il avait vu sa famille décimée et qu'il n'avait jamais rencontré aucune réponse à la violence qu'il avait subie sa vie entière... Les gens vont me crucifier mais lui aussi est une victime...* » (Jornal do Brasil, 14/06/00 : 24). Après la fin du séquestre, la jeune fille que Sandro fit semblant de tuer déclarait à son sujet : « *S'il a préféré la marginalité, ce n'est pas la faute de sa mère. C'est le fruit de notre société injuste* » (O Globo, 15/06/00 : 19).
- 44 Apparu déjà comme un être actif à l'intérieur de son malheur, Sandro est caractérisé par les personnes mêmes qui auraient directement subi son agression, comme victime d'une société qui aurait ainsi reçu une réponse à sa propre violence. D'un coup sont démontés les cadres habituellement reconnus d'une violence considérée comme inhérente à un espace social déterminé – celui des pauvres – et non comme le produit dialectisé d'un certain déterminisme social.
- 45 L'état de la société, les articulations entre ses composantes seraient en quelque sorte un donné plus ou moins heureux contre lequel il ne serait pas possible de s'insurger globalement. Les rôles seraient distribués et les espaces à l'intérieur desquels ils se jouent seraient limités. Ces rôles seraient l'expression de positions quasiment statutaires qui effaceraient un éventuel libre arbitre des personnes. Dans un tel contexte reconnaître à Sandro un comportement autonome, significatif d'une réflexion critique sur ses propres déterminations, c'est enlever à la société représentative, consciente, « normale », sa capacité et son droit à l'objectivation de l'autre comme « pauvre », « marginal », « drogué » ou « possédé du diable ». Une telle proposition contraint le citoyen convenable à écouter l'autre comme personne et non plus comme expression spécifique d'un statut social donné. Il ne s'agit plus d'un pauvre mais d'un homme pauvre. La différence entre les deux modes d'identification est de taille et l'hypothèse poursuivie ici est que cette distinction insupportable est bien ce qui est apparu au cours de ces quatre heures et demie de ce qui n'était sans doute pas un simple voyeurisme obligé et indécent.

- 46 Il était impossible de décider ce qui pouvait être considéré comme le plus indécent et... par qui : la revendication de Sandro à ne plus être seulement l'expression anonyme d'un statut aliéné à l'intérieur d'une violence générique ou bien le refus de la société « normale » de le considérer comme une personne, victime du désordre social. Sans doute l'ambiguïté émotionnelle est-elle une forme de réponse à ce questionnement contradictoire.

Une action insensée ou la protestation d'une victime : nommer l'extraordinaire ?

- 47 Du point de vue où je me place, il s'agirait d'identifier les conditions de cette victimisation et d'interroger la société sur les modalités de sa mise en œuvre de l'égalité des personnes : qu'est-ce qui autoriserait un traitement discriminatoire d'une personne, quels dysfonctionnements des principes égalitaires entraîneraient-ils une atteinte à l'intégrité individuelle ? Quelles seraient les opérations à mener en ce sens ? Enfin il s'agirait d'identifier les responsabilités et la nature de leurs intentions. L'ensemble de ces questionnements émergerait et s'articulerait à partir des réactions et interprétations données par la société elle-même.
- 48 En me référant à un vécu brésilien différent et, me semble-t-il, largement accepté de l'inégalité sociale sinon même ontologique des personnes, la proposition de la jeune fille prend une dimension provocatrice : elle extrait de l'univers « naturellement » marginal un individu qu'elle caractérise de « victime », proposant ainsi à ses concitoyens une réflexion qui change radicalement la nature de l'événement « séquestre ». La violence n'est pas opérée dans son univers « habituel », celui des « *favelas* », des pauvres, des trafiquants de toutes sortes, elle vient d'une certaine façon s'afficher et, au sens plein, s'exposer dans la ville convenable, la ville de l'asphalte (*asfalto*), la ville citoyenne de plein droit. Cette exposition, son indécence sont ressenties au long des quatre heures et demie de la transmission en direct par les radios et les télévisions. Il y aurait une sorte d'exhibitionnisme malsain dans l'opération de Sandro qui n'est pas venu accomplir un acte de banditisme réel, classique pourrait-on dire, mais qui s'est donné à voir, qui s'est proprement dévoilé – se référer au constant masquage et démasquage de Sandro dans l'autobus – au cours d'une longue représentation de protestation sans autre finalité que son expression chaotique.
- 49 Ce dévoilement, esquisse du portrait d'une personne, met tous les spectateurs en jeu : ils sont conduits à s'interroger sur eux-mêmes. Il se montre et se démontre, impliquant un espace commun au moins minimal d'expression. Quels seraient les lieux d'un partage identitaire avec l'acteur de ce jeu d'une vérité qui déguise ses apparences pour nous contraindre à la percevoir, à en reconnaître au moins l'ombre si ce n'est la réalité. Le geste de l'autre en notre direction signifie que lui au moins perçoit quelque chose de commun entre lui et nous. Reste à décider pour chacun d'entre nous ce qui peut être ainsi reconnaissable.
- 50 En réalité il me paraît évident qu'en l'occurrence la révolte d'une victime m'implique en raison de ma propre expérience historique, de son vécu tant émotionnel qu'intellectuel. Issu d'une société colonialiste et ayant vécu d'assez près les dernières phases des luttes anticoloniales, ayant suivi le chemin d'un projet d'assimilation paternaliste de l'autre à la reconnaissance obligée de son identité différente et revendiquée contre la mienne

propre, je ne peux ignorer la signification de ces actes d'émergence du soi qui affirment dans la violence bien souvent – mais laisse-t-on d'autres voies à ces expressions ? – que l'identité ne s'accorde pas, qu'elle est une conquête et qu'elle suppose la reconnaissance partagée des différences.

- 51 Sandro cependant s'adresse à une société qui le reçoit différemment. Le caractère extraordinaire du personnage échappe au classement qui l'aurait inclus dans une marginalité avalisée par l'habitude. Son comportement même le situait en dehors de normes tout à fait ordinaires. Ses déclarations le liaient avec le diable avec lequel il aurait fait un pacte. Un otage, William de Moura, constate : « Le sujet paraissait possédé. C'est Dieu qui m'a sauvé » (*O Globo*, 13/06/00 : 16)⁷. Le chauffeur de l'autobus, en le voyant entrer dans son véhicule, lui trouve un « visage halluciné ». Le gouverneur de l'État, Anthony Garotinho, donnait également une image d'étrangeté particulière de Sandro, à la fois considéré comme un malade et comme un être diabolique : « Il était drogué et donnait des signes d'évidence de ce qu'il était psychopathe. Il avait un pacte avec le diable » (*id.*, 13/06/00 : 20). Sandro semblait se situer d'emblée dans une altérité radicale qui l'aurait mis dans l'ordre des phénomènes météorologiques dont il faut se garantir sans état d'âme.

L'assaillant et les otages : victimes d'un malheur partagé

- 52 Très rapidement se reconnaît une situation exceptionnelle, démonstration de la misère et de la souffrance d'un peuple qui, d'une certaine façon, se met en scène lui-même et s'expose à lui-même. Les protagonistes de la scène intérieure de l'autobus s'affrontent mais également affrontent ensemble une même impuissance, celle de se faire entendre et de se faire oublier. Sans doute les otages espèrent une libération et n'accusent pas directement la police mais, comme le titre le journal *O Globo* : « Les otages sont en désaccord avec une fin tragique », formulation ambiguë qui pourrait signifier que les otages ne se résignent pas pendant leur séquestre à une éventuelle fin tragique – ce qui paraît évident et légitime – ou bien qu'ils mettent en cause l'issue effective, doutant ainsi de l'efficacité policière. Les déclarations citées ne permettent pas de choisir entre ces deux versions.
- 53 Les otages, par contre, tentent de calmer l'assaillant lorsque, par exemple, Gloria Albuquerque, âgée de 63 ans, offre à Sandro la médaille de saint Antoine qu'elle porte au cou et a l'impression qu'en effet l'homme se calme. Il y a donc une tentative de dialogue de la part de certains otages, contraints de reconnaître la désespérance d'un être humain : il ne s'agit pas seulement d'un être de violence et d'agression. A l'intérieur de l'autobus, si la situation est particulièrement tendue, néanmoins des échanges s'opèrent et l'action de Gloria montre que les otages sont des personnes réagissant à l'action d'une autre personne perçue avec les instruments les plus communs de la communication sociale en situation de péril : le recours à l'aide divine invoquée pour tout le monde.
- 54 Les interviews données après la libération rendent essentiellement compte de tentatives faites par les plus jeunes femmes pour calmer et rassurer les otages et d'appels à la prière. Les otages se confient principalement à Dieu. Janaína Lopes das Neves déclare : « *Tout le monde a commencé à prier et sous la menace du revolver du séquestreur, je pensais beaucoup à ma mère qui était spiritualiste. S'il y a une explication au fait que nous nous en soyons sortis, ça a été*

la foi en Dieu » (*id.*, 14/06/00 : 21). Ainsi, malgré la tentative de Sandro lui-même pour se faire passer pour un affidé du diable, malgré les remarques de Garotinho, les otages ne cèdent pas à une tentation que l'on pourrait qualifier d'horrification et qui aurait établi une barrière de différence irrémédiable entre eux et celui qu'au plus ils ont l'air de considérer comme un être peut-être « possédé »⁸.

- 55 A Rio de Janeiro la possession n'est pas extraordinaire : les adeptes des cultes de possession sont nombreux et leurs manifestations participent de la culture brésilienne. Pour Sandro, la qualification de « possédé » ne fait que le désigner dans la familiarité populaire et diversifie sinon renforce les liens qu'il peut entretenir avec la société englobante. Parmi tous les facteurs d'exclusion qui le désignent, on pourrait dire qu'au contraire celui-là le rapprocherait de ses victimes et de ceux qui assistent au drame dont on perçoit qu'il prend une dimension collective et spirituelle. Le climat des interviews accordées à la suite du drame est celui d'une aventure commune où les rôles de chacun marquent la participation de tous à une même expérience, celle d'un malheur partagé et dont les sources étaient ailleurs.

Le diable, la drogue et la folie : les ressorts d'un spectacle

- 56 Le déroulement des choses et le climat à l'intérieur de l'autobus, échappent entièrement à la spectacularisation médiatique qui se contente de marquer une fois pour toutes les rôles et de situer les partenaires des deux côtés d'une ligne qui serait, dans la phase initiale du séquestre proprement dit, constamment marquée par le bras armé de Sandro. Celui-ci est considéré comme le metteur en scène unique et donc seul responsable de la suite des événements jusqu'à sa propre sortie de l'autobus. C'est bien le sens de la plupart des titres comme celui du *Jornal do Brasil* qui énonce : « *Le séquestreur maintient onze passagers sous la menace d'un revolver pendant quatre heures et demie* » (13/06/00 : 18).
- 57 Les commentateurs, sous le signe généralement marqué de la « terreur », identifient différemment l'événement mais tous qualifient et reconnaissent une manifestation du mal s'incarnant en la personne du « bandit ». Suivant les cas ce mal porte un nom différent mais il se distingue en nature du reste d'un monde réuni dans une réprobation absolue à l'égard de cette démonstration pure de « violence ». L'archevêque de Rio, Eugenio Sales, reconnaît la manifestation « d'une violence institutionnalisée, provoquant une onde d'angoisse et d'insécurité ». Il convie tout le monde « à investir dans le combat contre la drogue (l'une des principales responsables de la violence urbaine) » (*O Dia*, 14/06/00 : 11). Cette interprétation fut également la première donnée par le président F. H. Cardoso qui déclare avoir assisté « pendant des heures à une scène de séquestre par une personne apparemment droguée d'une violence absolument inacceptable... » (*Jornal do Brasil*, 13/06/00 : 20). Nous avons déjà vu que la première interprétation du gouverneur Garotinho mentionnait également la drogue. Ce dernier, décrivant Sandro, donnait simultanément deux autres raisons à son action. Il affirmait ainsi qu'il « avait un pacte avec le diable », et portait en outre un jugement « juridico-psychiatrique » en qualifiant l'assaillant de « psychopathe ». Ces deux interprétations formeront avec la première la plupart des jugements initiaux sur l'action de Sandro.
- 58 L'interprétation diabolisante est donnée à partir de paroles attribuées à Sandro qui aurait déclaré n'avoir aucunement peur car il serait « avec le diable ». Déclaration confirmée

lorsque, sous sa contrainte, un otage écrivait au rouge à lèvres sur une fenêtre de l'autobus : « il a un pacte avec le diable ».

- 59 La folie apparaît donc comme l'une des raisons de cette violence. Psychopathe comme le désigne Garotinho, « transfiguré » comme le décrit le chauffeur de l'autobus après s'être enfui, « fou drogué ou non... » pour un lecteur du *Jornal do Brasil* (14/06/00 : 8). Après le séquestre, les commentaires ne mettront aucunement en question les intentions, les objectifs éventuels du « bandit ». Quelque chose dans sa nature aurait été un facteur de violence ou plutôt aurait conduit à un accident, difficilement qualifiable en soi, l'établissement d'une situation dangereuse. Par contre la résolution de cette situation, les actions menées pour en principe surmonter le péril vont conduire à des analyses critiques des modes d'intervention dont justement sera mise en évidence la violence inappropriée.

Violence supportable, violence insupportable : selon l'endroit et la personne !

- 60 Les deux jours suivant le drame, la presse met en séquences plus ou moins précises et cohérentes les différentes phases du séquestre et de sa résolution mais surtout elle développe les modalités de l'action policière et le scandale s'installe. *O Globo* titre en première page de son édition du 14/06/00 : « Succession d'absurdités. 1) Le premier tir sur Geisa provenait de la police ; 2) le bandit n'a reçu aucun tir par la suite ; 3) les policiers ont étranglé le séquestreur dans le panier-à-salade ».
- 61 L'espace le plus évidemment circonscrit de la violence, et qui permet d'en disséquer les circonstances et les raisons, est désormais celui que dessine l'action policière à propos de laquelle les commentaires se déchaînent, naturalisant par la même occasion l'origine du drame qui n'est plus interrogée. Après quatre heures et demie de tension proche d'une narration à plusieurs reprises qualifiée de télévisuelle ou de cinématographique, mais au cours de laquelle rien d'apparemment irrémédiable n'est venu marquer l'action de celui qui en était l'acteur principal, le « bandit », le « marginal », le « possédé », le « psychopathe », le « fou », le « diabolique », l'« assaillant », deux véritables victimes tombent d'un coup, abattues toutes les deux à cause de l'action policière.
- 62 La première victime fut l'otage transpercée de coups de feu et le premier à l'atteindre fut, dit-on sur le moment, tiré par un policier⁹. Sandro, seconde victime, non seulement n'est pas blessé lors de sa descente de l'autobus mais, embarqué dans un véhicule de police, il est « étouffé » par les policiers pendant le trajet qui devait l'emmener à l'hôpital. L'incompétence, l'inefficacité et la non-préparation de la police sont mises en évidence, des sanctions sont prises (le chef du *Bope* est démis de ses fonctions, les policiers meurtriers sont aux arrêts...), les erreurs sont listées, on fait appel à différents spécialistes pour faire ces démonstrations et le président de la République puis le gouverneur de l'État font part de leur déception. La police a eu « une action désastreuse » (*O Globo*, 13/06/00 : 1) et le gouverneur de l'État, Anthony Garotinho, après avoir, nous l'avons vu, soutenu auprès du président de la République l'action de la police « *La police a agi avec prudence pour éviter une tragédie...* » (*Jornal do Brasil*, 13/06/00 : 20), a fini par désavouer les forces de l'ordre et déclare le jour suivant : « Ce fut un désastre, la pire chose de ce qui aurait pu arriver... » (*id.*, 14/06/00 : 22).
- 63 Ainsi ce qui d'une certaine façon aurait été d'une violence supportable, le séquestre proprement dit dont les causes ne sont questionnées nulle part sauf dans les

commentaires qu'en font ses principales victimes, devient du fait de la nature de l'intervention policière et de ses résultats, une violence insupportable. Ce changement de nature est au centre de nos préoccupations : c'est à partir de là que nous pouvons essayer de comprendre comment aujourd'hui, dans la société carioca et suivant les segments de celle-ci concernés, s'identifie la violence et ce qui peut la naturaliser ou bien au contraire en faire un objet de scandale. Ce ne sont pas des définitions objectivées mais des propositions identifiées à des personnes et des groupes sociaux spécifiques. Cette relativisation nécessaire au niveau de l'analyse, n'est pas toujours ressentie comme possible par les acteurs sociaux eux-mêmes, ce qui va bien entendu entraîner des modalités de résolution situationnelles particulières.

- 64 Cette difficulté à une relativisation de la violence, c'est-à-dire non pas d'en diminuer l'importance mais le refus de la mettre en relation spécifique avec des circonstances et des acteurs spécifiques, est à la racine du scandale provoqué. En effet il aurait été acceptable que l'incident du séquestre se soit traduit par des morts quelconques, cela aurait fait partie, dirons-nous, du quotidien carioca. En l'occurrence deux éléments au moins sont à retenir et qui transforment la nature de l'événement. Le premier est mis en évidence par un lecteur du *Jornal Do Brasil* qui écrit : « *Dans le Rio qui n'existe pas et qui ne se voit pas à la télévision, quasiment la veille, trois passagers sur six moururent et un autre fut blessé au cours d'une attaque contre un autobus de la ligne 541, à Oswaldo Cruz. Et je n'ai vu personne s'étonner tellement. Peut-être parce que les caméras de la TV n'ont pas débarqué et que c'était la dramatique routine quotidienne* » (14/06/00 : 8). Il s'agit bien du lieu où l'événement s'est produit, la *zona sul* de Rio, espace de la bourgeoisie riche, opposé à Oswaldo Cruz, quartier de la *zona norte*, pauvre et où, comme le souligne le lecteur, ce type d'événement, étant une routine quotidienne, ne déplace pas les caméras de télévision et donc n'est pas violence insupportable. Par là sont désignés ceux qui peuvent mesurer la violence et au nom desquels va s'exprimer la télévision : les habitants privilégiés de *zona sul*¹⁰.
- 65 La présence de la télévision fait donc de cette violence un événement mais cette présence n'est pas aléatoire et n'est pas non plus liée à une autonomie réelle de l'information. Elle tient à ce que le lieu et donc les personnes concernées sont inhabituels et significatifs dans la perspective d'un certain public et en fonction des représentations qu'en ont les médiateurs et leurs employeurs. La violence s'affiche là où se déploient habituellement les moyens les plus sophistiqués de protection : cela pose nécessairement le problème des responsabilités et de l'efficacité du système et en désigne clairement les bénéficiaires privilégiés.
- 66 Le second élément décisif, au-delà même de la transformation déjà soulignée des rôles en personnes, est la mutation du rôle de bandit en celui de victime : « *L'assaillant... est mort et l'innocente aussi perd la vie* » (*O Globo*, 13/06/00 : 15 – souligné par moi). Le sort commun de ce diabolique psychopathe et de l'innocente en fait évidemment une victime. Cela rend les positions tranchées impossibles et introduit le doute sur la nature du spectacle offert à l'indignation populaire qui ne peut se satisfaire en désignant clairement innocent et coupable. La fonction cathartique du spectacle médiatique est dépassée. Les formes de la représentation ne donnent pas à l'émotion la possibilité de déterminer clairement les lieux d'adhésion et de refus et d'ainsi préparer convenablement aux deuils nécessaires, elles conduisent essentiellement au doute et à l'interrogation sur l'habituelle répartition des rôles.
- 67 Pour surmonter ces incertitudes il aurait fallu pénétrer la scène du drame, éclairer les motivations des différents acteurs et informer sur l'évolution des rapports entre eux.

C'est justement ce que ne font pas les médias. Pendant deux jours sont diffusées des informations contradictoires sur les conditions de la mort de Sandro et de Geisa et les variantes du récit permettent seulement de percevoir que Sandro s'est surtout attaché à persécuter (le terme de torture intervient à plusieurs reprises) les femmes qui se succèdent entre ses bras comme boucliers et qu'il a libéré ou laissé partir plusieurs hommes. Le rôle de chacun d'entre eux n'est pas très clair mais, malgré les moments de peur mentionnés, les témoignages font essentiellement ressortir que l'assaillant n'était pas dans un état normal et était une victime. D'abord victime de la société à cause du massacre de l'église de la Candelaria, enfant abandonné, sans famille, Sandro meurt, à nouveau victime, assassiné par la police alors qu'il n'est pas, techniquement du moins, responsable de la mort de Geisa.

Des responsables : la police, l'inégalité sociale... ?

- 68 Les « jugements » auxquels sont habituellement conviés les récepteurs des informations et des *novelas* diffusées par les médias ne sont plus possibles en l'occurrence. Seule la police paraît assumer la violence qui devient alors insupportable car elle révèle ce qu'il n'était pas prévu de révéler : la dynamique d'une situation dont le drame n'est que l'expression finale, la responsabilité de la société comme ensemble. La scène close de l'autobus devait rester ainsi, personne ne devait s'intéresser à ce qui en faisait un aboutissement et non un simple fait divers limité au déroulement de l'action retransmise. Cependant les modalités d'une résolution hors propos contraignent à une interrogation de la société sur elle-même. La fin mortelle oblige à éclairer les intentions et les jugements des acteurs les uns sur les autres, à s'interroger sur leur propre compréhension de la situation. Il ne s'agit plus seulement d'actes définis et d'émotions exprimées à leur propos mais aussi d'interprétations possibles par les uns et les autres, chacun retrouvant l'autonomie de sa perception d'un vécu échappant à une description objectivée dans l'espace clos et indistinct de l'autobus.
- 69 Le spectacle limite l'événement à l'espace/temps de l'écran de télévision. Lorsque le spectateur assiste en direct à un drame, le danger est circonscrit au lieu et à la durée abstraite du reportage qui a pour fonction essentielle de le rassurer. Tant qu'il regarde, rien ne peut lui arriver. Il échappe aux effets directs de l'action, protégé par l'écran qui filtre les conséquences d'événements devenus des instruments de projection ou de transfert d'émotions. L'espace et le temps du spectateur sont ainsi et par comparaison, les seuls dont la stabilité, la quiétude et la permanence, semblent se distinguer et s'opposer aux désordres du monde. Si, par contre, il apparaissait que la société porte une responsabilité dans le déroulement tragique de cette situation, chacun devrait alors y définir sa place et reconsidérer la nature, les lieux et les raisons de ses implications. Il faudrait sortir du confort de son salon ou de sa cuisine, regarder au-delà de l'appareil de télévision. Il deviendrait difficile d'établir très vite une position univoque permettant de « classer » l'événement dont les prolongations seraient multiples, polysémiques et plus susceptibles de débats contradictoires que de positions unanimes.
- 70 Cette difficulté est d'autant plus grande que l'institution spécialisée dans la gestion de la violence, celle qui est le rempart légitime contre elle et, par cette fonction même, devrait en être le seul instrument légitime, la police a joué un rôle indéfinissable : ses chefs eux-mêmes s'y sont trompés puisque, nous l'avons vu, le jugement du gouverneur Garotinho a évolué de l'approbation à la condamnation.

- 71 On s'attend bien à certains débordements policiers, sans doute déplorables. Il serait presque « naturel » que la police se livra à des excès certainement impardonnables mais à la longue... compréhensibles ou tout au moins oubliables : l'homme n'est pas parfait ! A tout le moins les excès devraient être toujours dans le même sens, provoquant des victimes accidentelles sur le parcours d'une violence naturalisée, comme lors d'un bombardement de guerre sur des objectifs militaires il y a « malheureusement » des débordements ou des erreurs produisant des victimes « civiles ». Lors du séquestre, la police n'a pas assez séparé les bons et les mauvais, elle a laissé les spectateurs trop proches du champ d'action et susceptibles parfois de s'y mêler et surtout elle a confondu les rôles du mauvais et des bons par sa propre action. D'où l'insupportable questionnement : « Quelle est cette police ? » (*Jornal do Brasil*, 14/06/00 : 21) renforcé par une photographie prise le lendemain sur le lieu de la tragédie et où l'on voit à côté de fleurs une pancarte sur laquelle est inscrit : « Geisa au ciel, Sergio en enfer, et la police ? » (*id.* 14/06/00 : 1).
- 72 Plusieurs déclarations indiquent une acceptation de la mort de Sandro s'il avait été tué par la police dans l'autobus, en tant qu'assaillant, en tant que bandit : « *La police aurait pu abattre le bandit avant cette issue terrible* » (*id.*, 13/06/00 : 20). C'est une part importante de ce qui rend la violence « insupportable », la soudaine découverte d'une sorte de vide ontologique : la police ne serait rien par elle-même. Incapable d'assumer son propre rôle d'instrument contrôlé de violence, elle ne ferait qu'exprimer les contradictions d'une société refusant de regarder les coulisses de l'action et préférant l'énoncé des résultats comme l'issue d'un match de football ou la fin d'un spectacle dont les conséquences ne dépasseraient pas la scène...¹¹

L'émotion unanime : une réponse sécuritaire

- 73 L'émotion serait en définitive le seul facteur réellement unifiant de la situation mais en prenant bien soin de ne pas en caractériser trop les raisons profondes et de s'en tenir aux éléments les plus apparents de ce qui l'aurait provoquée. Comme l'exprime le gouverneur Garotinho, « La faille fut de faire mourir quelqu'un » (*id.*, 13/06/00 : 20). L'expression est bien révélatrice d'une situation où les jugements sont suspendus : il s'agit d'une « faille », le constat d'un défaut quasiment naturel sinon biologique comme une défaillance cardiaque et il s'agit aussi d'une mort générique, « faire mourir quelqu'un » ne renvoie à personne en particulier, c'est une sorte d'action anonyme qui provoque un sentiment et n'implique pas de condamnation motivée et spécifique.
- 74 Toute tentative d'explication politique est également mise sur le compte de manœuvres politiciennes qui seraient hors de mise dans ce moment de nécessaire « solidarité à l'égard de la familles de la victime et du peuple souffrant des cités du Brésil ». L'utilisation à plusieurs reprises par le président de la République de l'expression « effrayant » pour qualifier l'événement va également dans le sens d'une universalisation émotionnelle de la crainte. Les lecteurs des journaux parlent de « violence gratuite » bien qu'au cours d'une manifestation le jour suivant le séquestre, une affiche opère une équation dangereuse au-delà de l'émotion proprement dite : « *Police assassine + gouverneur corrompu = carioca otage* » (*O Dia*, 14/06/00 : 10).
- 75 Sans doute évoque-t-on les raisons qui auraient pu conduire à une situation dramatique sinon même les intentions qui auraient pu diriger les actes de Sandro mais les

déclarations des otages le qualifiant de « victime de la société », ne sont guère reprises. Tout au plus peut-on lire dans la revue *Carta Capital* (19/07/00 : 8) une interview d'un chercheur politologue de l'université de São Paulo, Paulo de Mesquita Neto¹² qui déclare, après avoir défini les objectifs du mouvement de protestation en formation : « Les actions qui ont été définies jusqu'à présent par le groupe organisateur du mouvement sont au nombre de trois : la réduction de l'inégalité sociale¹³, la réforme et le perfectionnement de la police, et le désarmement » – souligné par moi.

- 76 Les deux derniers objectifs sont pour le moins « classiques » et leur répétition depuis de nombreuses années n'a guère fait avancer la situation générale du pays. Le premier objectif aurait-il une importance capitale dans la résolution de ces affrontements ? Ne serait-ce pas la question principale, concernant les causes, les conditions et le devenir de cette inégalité sociale ? N'y aurait-il pas une analyse possible des conditions grâce auxquelles cette question critique est régulièrement évacuée du débat au profit de ce qui n'en serait que les conséquences identifiées à des problèmes autonomes soumis aux bonnes volontés citoyennes et à la légifération sécuritaires ? Sans doute cette réduction nécessaire de l'inégalité sociale fait-elle partie de toutes les déclarations liminaires d'une campagne électorale mais sans doute aussi la tâche est-elle trop importante, trop grande pour que l'on s'y attelle tout de suite... L'urgence des affrontements en cours requiert d'immédiates attentions et l'essentiel demande de longues réflexions dont le temps malheureusement ne vient jamais !

Pour suivre cette première approche

- 77 Peut-être pourrions-nous avancer dans l'éclairage de ces dernières questions en suivant de près les manifestations qui ont suivi le séquestre. La situation initiale serait le produit d'un ensemble de frustrations sociales et la manifestation d'une incapacité ou plutôt d'une profonde mauvaise volonté à en tenir compte. Rapidement réduite à l'expression d'une violence en soi intolérable, elle conduirait à des propositions pour limiter sinon rendre impossibles les manifestations de cette violence : adaptation de la police, contrôle des armes. Une fois de plus les causes et les conditions d'émergence des affrontements sont oubliées pour n'envisager que le malheur et la douleur en eux-mêmes.
- 78 Une approche des initiateurs du mouvement de protestation devient nécessaire pour décrypter leurs intentions et les orientations qu'elles révèlent. Les manifestations qui ont suivi le séquestre portaient en elles de nombreuses ambiguïtés et, suivant les participants, les propositions ne se laissaient pas nécessairement réduire aux slogans qui ont fini par s'imposer : « *Basta... ! Eu quero Paz...* » [Assez... ! Je veux la paix].
- 79 Ces objectifs ne recouvraient pas les revendications des citoyens appelés à manifester et énoncer leurs expériences de violence en construisant sur la place principale de Rio de Janeiro ce qui s'est appelé un « Mur de la Douleur ». Leur interrogation protestataire ne s'adressait pas à une société en général, anonymisée, elle ne renvoyait pas la société civile à elle-même : les instances de l'État étaient mises directement en cause à travers photos et textes affichés.
- 80 L'apothéose carioca de la manifestation fut cependant une célébration unanimiste d'un désir de paix et d'amour placé sous le signe d'une spiritualité œcuménique : on faisait ainsi glisser définitivement les questionnements politiques et sociaux du côté d'une religiosité familière dans laquelle le « povo » brésilien se plairait, selon ses « élites », à se

retrouver et à se reconnaître. Les raisons et les mécanismes de ce glissement devront être mis en évidence pour compléter l'analyse, commencée ici, d'un séquestre spectaculaire au cours duquel l'indécent dévoilement d'un marginal, rappelant les modalités d'une victimisation sociale, proposait une réflexion critique noyée finalement dans le torrent d'une émotion bien orchestrée. L'impulsivité des reportages (Luana Belmonte, journaliste à *Globo News*, s'exclame « Ah ! mon Dieu !... on a l'impression que ce bandit ne va pas bien... qu'est-ce qui arrive à cette femme... ? »), l'identification des spectateurs au lieu du séquestre – la majorité utilise l'autobus –, les réflexions faites « *La télévision a transformé chaque passager du 174 en un ami. J'ai ressenti la mort de Janaína Lopes comme celle de quelqu'un de très proche. J'ai fêté sa résurrection comme celle d'un parent chéri* » (Artur Xexéo, *Jornal do Brasil*, 14/06/00, caderno B : 48), tout pousse au maintien ou à la [re]constitution d'une solidarité sensible. Reste cependant la question : qu'en est-il d'une société brésilienne à laquelle est proposé un unanimisme constamment contredit par la multiplicité des affrontements qui la déchirent ?¹⁴

- 81 Les dérèglements du séquestre ont transformé le drame prévu en tragédie, dépassant le cours habituel d'une *novela* pour atteindre l'injonction et l'implication insupportable du destin et de son théâtre sacré. Pour poursuivre l'habituel concerto « citoyen » des « élites » et du « povo », du peuple, pour que ne se perçoivent plus les « failles » d'une société en quête d'un futur qui les ferait oublier, il fallait réorienter le spectacle, construire les apparences d'une réalité qui ne serait pas nécessairement celle de l'événement mais celle d'un projet unifiant. Le « Mur de la Douleur » est finalement masqué par les prières et les chants du « désarmement », spectacle qui selon Guy Debord : « se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme instrument d'unification... Le spectacle constitue le modèle présent de la vie socialement dominante » (1992 : 16-17). On sait que les modèles ne sont pas la réalité et que la lecture qu'ils en proposent est une assomption intentionnelle, un projet singulier dont il s'agit justement d'éclairer les sources et le sens. Ces modèles parlent en définitive mieux de ceux qui les construisent que de ce à quoi ils devraient s'appliquer.
- 82 Sur la place centrale de Rio de Janeiro, la classe moyenne carioca, va une fois de plus colmater les brèches d'un unanimisme émotionnel un instant touché par les cris et la fureur d'un enfant des rues désespéré : abattu comme une bête il ne questionnera plus l'intention pacifiante des rituels. Son double angélique, la troublante Geisa elle-même, n'accédera pas au rang des martyrs car il faudrait alors identifier et qualifier ses bourreaux. Heureusement la lumière des cierges dans la nuit sans faille des cantiques, effacera la couleur d'un sang inutilement répandu et, enfin possible, le travail du deuil devrait apaiser les esprits...¹⁵

BIBLIOGRAPHIE

DEBORD G., 1992 [1967]. *La Société du Spectacle*. Paris, Gallimard.

DE MESQUITA NETO P., 1999. « Violência policia no Brasil : abordagens téóricas e práticas de contróle » in CHAVES PANDOLFI D., DE CARVALHO J.M., PIQUET CARNEIRO L. & GRYSZPAN M. (org.), *Cidadania, Justiça e Violência*. Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas.

GSELL W.A., TOCH H. (eds), 1996. *Police Violence: Understanding and Controlling Police Abuse of Force*. New Haven/Londres, Yale University Press.

LINZ J.J., STEPAN A., 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Baltimore/Londres, Johns Hopkin University Press.

LOWENTHAL A.F., DOMINGUEZ J.I., 1996. *Constructing Democratic Governance: Latin America and the Caribbean in the 1990*. Baltimore/Londres, Johns Hopkin University Press.

RORTY R., 1995. *L'espoir au lieu du savoir*. Paris, Albin Michel

SOARES L.E., PIQUET CARNEIRO L., 1996. « Os quatro nomes da violência : um estudo sobre éticas populares e cultura política » in SOARES L.E. (org.), *Violência e Política no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Iser/Relume Dumará.

NOTES

1. Il y a à Rio quatre « zones » (est-ouest-nord-sud) dont deux nettement opposées : *zona norte*, industrielle, pauvre, polluée, « dangereuse », et *zona sul*, commerçante, luxueuse, balnéaire, « citoyenne » et protégée...
2. La police militaire n'appartient pas à l'armée mais dépend du secrétariat d'État à la sécurité de chaque État. Elle intervient pour maintenir l'ordre public ; le *Bope* en est un bataillon d'élite chargé des missions « spéciales ». La police « civile » assume les affaires de droit relatives à la personne. Ces deux polices sont armées.
3. Sur les soixante-deux rescapés du massacre, plus de la moitié aurait eu des « accidents » mortels depuis cette date...
4. Sa tante expliquera plus tard qu'en réalité sa mère a été tuée devant lui lorsqu'il avait huit ans. La « mère » qui apparaît au moment du séquestre est une femme qui aurait accueilli Sandro et que celui-ci aurait considéré comme sa mère. C'est d'ailleurs la seule personne qui suivra son enterrement (cf. le documentaire *Ônibus 174*, réalisé par José Padilha, 2002).
5. Cf. à cet égard, Linz, Stepan (1996) ; Lowenthal, Dominguez (1996).
6. Cf. Gsell, Toch (1996).
7. Certaines photographies de presse, signalées par l'anthropologue Patricia Birman, montrent le visage de Sandro à l'une des fenêtres de l'autobus avec le sourire même de l'une des entités les plus redoutables du panthéon afro-brésilien, *Exu*, fortement diabolisé par les chrétiens.
8. Les témoignages des otages le confirment (cf. le film *Ônibus 174*) : au cours de cette mise en scène partagée, des dialogues presque amicaux s'établissent, identifiant une situation intérieure à l'autobus, radicalement différente de la représentation extérieure offerte aux téléspectateurs par les télévisions.
9. La version finale officielle mettra hors de cause la police en ce qui concerne le sort de Geisa.
10. L'absence de *favela* dans ce quartier, signalé par la sociologue Marcia Pereira Leite, renforce encore l'aspect symbolique de la localisation dans l'espace privilégié de la « *zona sul* ».
11. Un officier du *Bope* assure que l'un de ses hommes aurait pu abattre Sandro dans l'autobus mais que la présence de la télévision l'interdisait car des millions de téléspectateurs auraient mal réagi en voyant « une demi-livre de cervelle éclabousser de sang les fenêtres de l'autobus... » (cf. le film *Ônibus 174*).
12. On lira avec intérêt son article (1999 : 129-148).

13. Il y a bien au Brésil des mouvements et des organisations qui placent la lutte sur le plan de ces revendications économiques, sociales et politiques. Ainsi le Mouvement des Sans Terre (MST), les regroupements des peuples indiens et certains mouvements de revendication noirs – souvent axés autour d'une préoccupation culturelle et/ou religieuse – ainsi que des tentatives, embryonnaires, pour organiser les populations de *favelas*, comme le Movimento Popular de Favelas. Les actions de ces mouvements n'ont qu'un soutien rarement étendu et coordonné à l'échelon national.

14. Selon une enquête de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques : « Le revenu moyen des 10% les plus pauvres a chuté de 3,17% : il est passé de 63 reais à 61 reais par mois (de 21 à 20,3 euro). A l'opposé la population qui constitue le 1% le plus riche augmente ses revenus de 5,19% de 1999 à 2001 : 7 923 reais par mois (environ 2 640 euro, soit 129 fois plus que les plus pauvres)... En 2001 ils détenaient 13,3% du total des revenus contre 1% pour ceux qui gagnent le moins ». (*O Globo*, 13/09/02 : 21-23).

15. Le 11 décembre 2002, un jury composé de cinq fonctionnaires publics, d'une bibliothécaire et d'un comptable, a acquitté les trois policiers accusés d'avoir tué Sandro Nascimento. Aucun des autres policiers impliqués dans l'affaire n'a été inquiété...

RÉSUMÉS

La violence devrait seulement être définie comme ce qui identifierait toute action directe ou indirecte à l'encontre d'une personne ou d'un ensemble de personnes contre la volonté de celles-ci. Description du « séquestre » d'un autobus à Rio de Janeiro, retransmis en direct par les médias. En suivant les interprétations qu'en donnent les différents acteurs, il s'agit de percevoir et d'identifier une manœuvre privilégiant l'émotion spectaculaire par rapport à l'analyse des causes et des effets afin de détourner une protestation sociale et politique vers une aspiration « citoyenne », humanitariste et unanimiste.

Violence should be defined solely as referring to any direct or indirect action towards a person or group of persons against their will. Description of the « sequestration » of a bus in Rio de Janeiro, broadcast live by the media. By following the interpretations of the event given by the different actors, the article sets out to grasp and identify a manoeuvre privileging emotional spectacle over an analysis of causes and effects in order to divert a social and political protest towards a humanitarian and majority form of « citizenship » aspiration.

INDEX

Keywords : arms, elite, emotion, fate, hostages, inequality, justice, media, people, person, police, power, role, suffering, victim, violence

Mots-clés : armes, destin, élite, émotion, inégalité, justice, médias, otages, personne, peuple, police, pouvoir, rôle, souffrance, spectacularisation, victime, violence

AUTEUR

MARC-HENRI PIAULT

EHESS